

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, créée en 1993, est un réseau de 40 organisations de solidarité internationale engagées en faveur d'une paix juste et durable entre les peuples palestinien et israélien. La Plateforme oeuvre en ce sens en soutenant les revendications de ses partenaires palestiniens et israéliens.

Menaces israéliennes contre les défenseurs des droits de l'Homme

Que ce soit en Palestine occupée ou sur le territoire israélien, les attaques du gouvernement Nétanyahou se multiplient contre les ONG et les personnes qui défendent les droits humains. Ainsi par exemple, les membres de Al-Haq ou du mouvement BDS reçoivent-ils des menaces de mort tandis que ceux de Breaking the Silence sont accusés de trahison.

Le glissement constant de la politique israélienne vers la droite la plus dure, vers toujours plus de répressif, se manifeste depuis des mois déjà par des atteintes au fonctionnement voire des menaces sur l'existence de ces ONG.

Restrictions de financement, obligation de s'afficher comme "payées par l'étranger" pour celles qui reçoivent de l'aide extérieure (comme B'tselem dont 61 % des ressources en 2015 proviennent de l'UE, de

la Norvège, d'Allemagne et de France), accusations d'être "une cinquième colonne", les organisations qui, en Israël, promeuvent les droits humains sont dans le viseur des faucons israéliens qui dirigent le pays.

Selon Ruchama Marton, fondatrice en 1988 de l'ONG israélienne Physicians for Human Rights, "ils veulent changer une approche universelle des droits humains au profit d'une loyauté au gouvernement. Mais comment être loyal avec un tel gouvernement ?"

Très directement ciblés, les anciens soldats de Breaking the Silence, qui témoignent de ce qu'ils ont fait, des exactions qu'ils ont été contraints de commettre, quand ils servaient dans le Territoire palestinien occupé. Leurs voix sont particulièrement perturbantes dans un pays qui vénère son armée et dont l'opinion publique veut globalement ignorer voire approuver la politique coloniale. Ciblés aussi des responsables d'Amnesty International-Israël...

Mais pour Hagai El Ad, le directeur général de B'tselem, "personne ne pourra nous empêcher de lutter, mais il faut reconnaître que nous vivons une époque d'intimidation générale, liée à la situation en Palestine."

Il vient d'ailleurs de s'exprimer devant les Nations unies pour y dénoncer la colonisation et les violations du droit par Israël. Les repréailles gouvernementales ont été immédiates et Hagai El Ad est officiellement menacé de déchéance de citoyenneté.

Les ONG palestiniennes comme Adalah en Israël, Al-Haq en Palestine, la campagne BDS, sont aussi visées par la répression, et davantage encore depuis la procédure contre Israël lancée par la Palestine auprès de la Cour pénale internationale, selon Shawan Jabarin, Secrétaire Général de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme. Des menaces de mort sont prononcées contre certains de leurs membres, ce que dénonce Human Rights Watch.

Avec EuroMed Droits, la Ligue des Droits de l'Homme (membre de la Plateforme), s'en inquiète justement car "ces mesures révèlent la volonté des autorités israéliennes de limiter l'autonomie et l'indépendance de la société civile et constituent une régression préoccupante des valeurs démocratiques" //



Les passagères de la Zaytouna

© photo : Muhammad Hidayatullah



Colonie israélienne entourée par le Mur

© photo : Ma'an Development Center

Flottille de la Liberté. Le Bateau des femmes pour Gaza arraisonné par la marine de guerre israélienne

Le 15 septembre 2016, un bateau avec à bord une quinzaine de femmes des 5 continents a quitté le port de Barcelone direction Gaza. Dans quel but ? Briser par la mer le blocus israélien qui frappe Gaza depuis 10 ans et montrer leur solidarité avec les Palestiniens qui y vivent, particulièrement les femmes.

A Gaza, 2 millions de personnes vivent, ou survivent dans une prison à ciel ouvert de 365km². Depuis 10 ans – depuis que le Hamas a remporté les élections de 2006 et pris le contrôle de la bande de Gaza – Israël, appuyé plus récemment par l’Égypte, impose aux Palestiniens de Gaza un blocus terrestre, maritime et aérien. Une punition collective illégale, s’ajoutant aux attaques israéliennes régulières accompagnées de crimes de guerre contre

des populations civiles. Concrètement, cela plonge la population de Gaza dans une crise humanitaire profonde ; le matériel pour reconstruire les infrastructures et logements détruits rentre très lentement et des dizaines de milliers de personnes sont toujours sans domicile, les malades nécessitant une assistance médicale urgente peuvent rarement sortir pour recevoir des soins etc.

De Barcelone, en passant par Messine et Ajaccio, des femmes des quatre coins du monde ont donc voulu naviguer vers Gaza pour rappeler à nouveau la nécessité urgente d’en finir avec le blocus. Cette mission pacifique fait suite à d’autres tentatives pour briser ce blocus, toutes contrées violemment par l’armée israélienne : abordage, kidnapping des participantEs, vol des bateaux. En 2010 la marine israélienne tuait 10 personnes sur le bateau turc Mavi Marmara.

Une nouvelle fois, le 6 octobre 2016, 13 femmes courageuses de 10 pays différents (dont une prix Nobel, des artistes, athlètes,

journalistes, femmes politiques...) ont été victimes d’un acte de piraterie en haute mer, leur petit voilier a été abordé par la marine israélienne alors qu’elles approchaient des côtes de Gaza. Elles ont été emmenées de force au port d’Ashdod en Israël, détenues puis expulsées du pays.

L’initiative avait pourtant reçu de nombreux soutiens de la société civile en Europe, Asie, Afrique du Sud, dans les Amériques, en Palestine, mais aussi de députés européens et de personnalités telles que Christiane Hessel, Roger Waters, Patti Smith... Il est nécessaire de continuer à soutenir de telles initiatives afin de rappeler sans cesse l’injustice vécue par les Palestiniens de Gaza et qu’ils ne tombent dans l’oubli. *“Bien sûr que j’ai peur. Mais j’ai encore plus peur de ne rien faire,”* disait l’une des passagères de la Zaytouna //

Pas de vacances pour la colonisation de la Palestine

L’été 2016 a été marqué par une succession d’annonces de construction de nouveaux logements dans les colonies israéliennes de Cisjordanie dont Jérusalem-Est.

A Bethléem, des terres ont été confisquées afin de construire 2 500 nouveaux logements, ce qui impliquera le prolongement du mur de 10 km et davantage de confiscations. 4 200 logements ont été approuvés dans la colonie de Modi’in près de Ramallah et dans les colonies de Jérusalem-Est, c’est plus de 3 000 nouveaux logements qui vont voir le jour, y compris dans la Vieille ville. Un nouveau site *“archéologique”* a également débuté à 100 mètres de l’esplanade des Mosquées, à l’entrée de Silwan. Enfin, une nouvelle colonie a été approuvée au cœur de la vieille ville de Hébron dans la rue Al Shuhada, de même qu’une zone industrielle à l’Ouest de la ville et un centre commercial sur les terres du village d’Al Ramadin, au Sud de Hébron.

Ces annonces se sont accompagnées de déclarations toujours plus inquiétantes de la part d’officiels israéliens : le ministre du logement Yoav Galant déclarait en août que la colonie de Gush Etzion pourrait

accueillir à elle seule 500 000 colons d’ici 10 ans (aujourd’hui près de 580 000 colons vivent en Cisjordanie dont Jérusalem-Est). A la même période, le maire de Jérusalem Nir Barkat s’exprimait, lui, sur le projet de téléphérique qui traverserait Jérusalem-Est jusqu’aux colonies. Le projet ne répondra pas seulement à des besoins économiques (par les bénéfices apportés par le tourisme), mais également à des fins *“idéologiques”*. Il permettrait effectivement de *“comprendre à qui appartient vraiment cette ville”* selon le maire. Outre la légalisation des avant-postes israéliens votée par la Knesset en novembre 2016, le gouvernement annonce l’extension d’une ligne de tramway et le prolongement d’une ligne ferroviaire jusqu’au Mur des Lamentations.

On parle ici de Jérusalem-Est, territoire palestinien occupé.

La construction de nouveaux logements et infrastructures dans les colonies va de pair avec la confiscation de terres palestiniennes et aussi les démolitions de maisons et autres structures, dont le nombre a explosé cette année. Depuis le début de l’année 878 structures et habitats palestiniens ont été détruits ou confisqués, dont plus de 120 structures financées par l’UE ; un record depuis que l’ONU documente ces démolitions.

Alors que la France ne cesse de souligner l’illégalité des colonies et des démolitions et de les condamner, rien de concret n’est fait pour qu’Israël cesse ces violations flagrantes des droits de l’Homme et du droit international humanitaire. La France contribue même au développement économique des colonies en permettant l’importation sur son territoire de produits issus des colonies israéliennes, étiquetés *“Made in Israel”* (et trompant ainsi le consommateur sur la provenance de ces produits). De même, des entreprises françaises participent au développement des colonies en ayant des relations d’investissement et commerciales avec elles.

Il est de ce fait primordial que la France prenne les mesures qui s’imposent à elle en vertu du droit : appliquer un étiquetage différencié des produits en provenance des colonies israéliennes, une obligation européenne précisée par la Commission européenne le 11 novembre 2015. Afin de poursuivre dans cette même logique, et en accord avec le droit international, la France devrait mettre en place une interdiction d’importer des produits des colonies, et dissuader activement les entreprises françaises d’entretenir une quelconque relation commerciale et d’investissement avec les colonies //



Hamza Abed Rabbu (à gauche)

© photo : Hamza Abed Rabbu



Mohammed (à droite)

© photo : Mohammed Abu Srour

“ L'enjeu principal est le droit au retour ”

Hamza et Mohammed sont deux jeunes réfugiés palestiniens et travailleurs sociaux dans les camps de Dheisheh et Aida près de Bethléem. Hamza Abed Rabbu travaille pour Médecins du Monde Suisse ; il développe des activités culturelles et récréatives pour les enfants, et organise des visites de Dheisheh. Mohammed Abu Srour, avocat, travaille avec plusieurs ONG locales et organise également des visites à Aida.

A quelles difficultés font face les réfugiés palestiniens aujourd'hui ?

Hamza : Je travaille avec des enfants ex-détenus qui, en plus de troubles psychologiques, sont confrontés au manque d'espace dans le camp, pour jouer, pour vivre, ils n'ont pas d'endroit où ils peuvent parler d'eux-mêmes... Les réfugiés souffrent aussi d'un problème de représentation ; personne

ne peut représenter les réfugiés palestiniens dans le monde, seuls les réfugiés eux-mêmes peuvent le faire, car personne ne souffre comme un réfugié, il est très difficile de vivre dans un camp de réfugiés.

Mohammed : L'un des problèmes est l'occupation en elle-même : les assauts, les tirs, le gaz lacrymogène, les raids de nuit (4 à 6 fois par semaine). Il y a aussi le Mur qui entoure le camp de Aida sur trois côtés, il y a trois tours de contrôle avec des caméras, on se sent espionnés. Notre plus grande peur est de perdre la vie ; il n'y a aucune garantie de sécurité, beaucoup de gens se sont fait tirer dessus en face de chez moi. Il y a bien sûr aussi le problème de l'espace, du manque d'eau et d'électricité alors que la population augmente ; de l'emploi qui est un obstacle majeur aujourd'hui dans la société palestinienne, et particulièrement chez les réfugiés. Mais cette situation nous pousse à être créatifs, à créer de nouvelles choses car sinon nous perdons espoir et c'est quelque chose que nous refusons.

Quels rôles peuvent jouer le mouvement de solidarité avec la Palestine et le gouvernement en France vis-à-vis des réfugiés palestiniens ?

Hamza : L'information ; les gens qui viennent et voient les camps doivent raconter autour d'eux comment on vit là-

bas. Le monde entier doit le savoir. Il faut organiser plus de voyages en Palestine, plus d'échanges, j'encourage les Français à s'impliquer dans la société palestinienne, à contacter les ONG palestiniennes. Quant aux politiques, je les encourage également à venir voir la situation de leurs propres yeux.

Mohammed : L'important pour des organisations comme celles de la Plateforme Palestine, c'est d'essayer d'élargir au maximum leurs cibles, toucher un plus large public. Il faut soutenir le développement dans les camps, l'éducation surtout, l'agriculture et l'économie pour être autosuffisants et ne plus dépendre d'Israël. J'ai espoir en la nouvelle génération de politiciens et activistes.

Quelle solution pour les réfugiés palestiniens ?

Hamza : Le droit au retour bien sûr, tel que proclamé par l'ONU en 1948. Les réfugiés doivent pouvoir retourner chez eux et être dédommagés pour toutes les pertes qu'ils ont subies. Le droit au retour est l'enjeu principal.

Mohammed : Notre principal problème est l'occupation. Mettons un terme à l'occupation et redonnons leurs droits aux Palestiniens. Alors le problème sera résolu.

Hamza : Ce que nous recherchons avant tout, c'est la justice //

POUR EN SAVOIR + :

<http://plateforme-palestine.org/-Refugiés>

INFOS PALESTINE N° 57 - DIRECTRICE DE PUBLICATION : Claude Léostic - **COMITÉ DE RÉDACTION :** Alice Garcia, Claude Léostic, AFPS, Cimade, LDH.

PLATEFORME DES ONG FRANÇAISES POUR LA PALESTINE

14, passage Dubail, 75010 Paris | Tel. : 01 40 36 41 46 | contact@plateforme-palestine.org | www.plateforme-palestine.org

MEMBRES : Amani // Artisans du Monde (Fédération) // Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) // Association France Palestine Solidarité (AFPS) // Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF) // Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM) // Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active (Ceméa) Cimade // Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) // Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire) // Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens (CBSP) // Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO) // Comité Gaza Jérusalem Méditerranée // Enfants Réseau Monde/ Services (ERM/SERVICES) // Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT) // La Forge // Génération Palestine - Jeunes d'Europe pour le Droit, la Paix et la Solidarité // Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen (LDH) // Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - section française (LIFPL) // Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) // Mouvement de la Paix // Mouvement International de la Réconciliation (MIR) // Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN) // Pax Christi France // Secours Catholique - Caritas France // Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI) // Terre des Hommes France // Union Juive Française pour la Paix (UJFP)

MEMBRES OBSERVATEURS : Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme (AEDH) // Amnesty International France // Association "Pour Jérusalem" // Association française de soutien aux réfugiés du Liban (Afran Saurel) Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID) // Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine // Fédération Nationale des Francas // Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC) // Handicap International Médecins du Monde - France (MDM-France) // Première Urgence Internationale (PUI) // Réseau d'information pour le développement et la solidarité internationale (RITIMO)